

Le Soudan

Une nation incertaine, héritière d'une histoire multiple

Installé dans des frontières largement artificielles héritées de l'époque coloniale, le Soudan appartient pour une part au monde arabo-musulman et pour l'autre à celui de l'Afrique noire, à l'espace saharien au nord et aux zones tropicale humide et équatoriale dans ses régions les plus méridionales. La diversité des peuples qui l'occupent apparaît tout aussi évidente et, seule, l'artère nilotique donne un semblant d'unité à ce pays dont les ressources potentielles sont considérables mais qui n'a pas pu ou su se forger une identité politique et « nationale » suffisamment consensuelle, près de cinq décennies après une indépendance marquée surtout par l'affrontement du nord musulman et du sud chrétien et animiste. Les vestiges de la Nubie des temps pharaoniques, les siècles qui ont vu prospérer plusieurs royaumes chrétiens, l'islamisation du pays et l'affirmation nationale et religieuse correspondant à l'épisode mahdiste, la persistance au sud de cultures traditionnelles africaines demeurées hors de l'histoire, l'époque enfin du Soudan colonial dit « anglo-égyptien » ont pourtant contribué à la définition d'une réalité soudanaise dont il faut espérer qu'elle pourra connaître une évolution positive, dans un cadre étatique capable de transcender les diversités et les antagonismes nés d'un passé conflictuel.

Sommaire :

- De la deuxième cataracte du Nil à la zone équatoriale
- De l'antique Nubie au Soudan musulman
- La conquête égyptienne et l'époque coloniale
- Un demi-siècle d'indépendance (1956-2017)

De la deuxième cataracte du Nil à la zone équatoriale

De la deuxième cataracte du Nil à la zone équatoriale :

Avec ses 2 505 813 km², le Soudan est, avant l'Algérie et la République démocratique du Congo, **l'État le plus étendu d'Afrique** : sa superficie représente 8 % elle de celle de l'ensemble du continent. Étiré sur 2 145 km du sud au nord et sur 1 815 km dans sa plus grande largeur d'ouest en est, le pays tire son nom du terme Bilal al Sudan utilisé par les auteurs arabes pour désigner les terres étendues au sud du Sahara de l'Atlantique à la mer Rouge et peuplées de Noirs. Centré sur la vallée du Nil, cet État très continental ne dispose que d'une façade littorale de 640 km sur la mer Rouge et est entouré au nord par l'Égypte et la Libye, à l'ouest par le Tchad et la Centrafrique, au sud par la République démocratique du Congo (l'ancien Zaïre), l'Ouganda et le Kenya, à l'est enfin par l'Éthiopie et l'Érythrée. Au nord-est du continent africain, le Soudan est placé à la jonction de plusieurs ensembles géographiques : le désert saharien au nord, la mer Rouge au nord-est, qui l'ouvre sur la péninsule arabique, le plateau éthiopien à l'est, l'Afrique des

Grands Lacs, des hautes terres et des volcans de la Rift Valley au sud, le bassin du lac Tchad à l'ouest. Une position centrale qui a pu susciter pendant un temps chez certains des ambitions géopolitiques bien irréalistes au vu des ressources humaines relativement limitées du pays (31 800 000 habitants) et de son incapacité durable à se forger une authentique unité nationale.

Le relief présente des horizons généralement réguliers et plats, les zones montagneuses se trouvant pour l'essentiel à la périphérie du pays. Le Nil et ses affluents forment au centre de ce vaste ensemble de plaines et de plateaux une gouttière dont les vastes terrasses alluviales révèlent que la vallée a connu dans le passé des périodes plus humides. Du sud au nord, la pente du fleuve est faible (de 452 m d'altitude à Juba à 378 m à Khartoum) mais les altitudes s'élèvent insensiblement vers l'ouest (jusqu'à 568 m à El Obeïd et 730 m à El Fasher) et vers l'est jusqu'à 464 m à Er Roseires, sur le cours du Nil bleu, et 529 m à Kassala, près de la frontière érythréenne. Une chaîne montagneuse domine la plaine côtière de la mer Rouge, formant une véritable barrière née de l'effondrement tectonique. Le djebel Erba s'y élève à 2 217 m et le djebel Hamoyet à 2 780 m. À l'est, l'essentiel des reliefs se trouve en territoire éthiopien, si l'on excepte le djebel Khatmiya – qui domine de ses 1 350 m la ville de Kassala – et, à l'extrême sud-est, les collines de Boma. Au sud, le massif des monts Imatong s'étend sur la frontière avec l'Ouganda et c'est là que le mont Kinyeti constitue, avec ses 3 187 m, le point culminant du pays. À l'ouest, le djebel Marra – dont les reliefs les plus élevés sont d'origine volcanique – atteint 3 042 m et s'étend sur 300 km du nord au sud et 200 km d'ouest en est, à proximité d'El Fasher. Tout à fait au nord-ouest, le djebel Uweinat, qui s'étend à la fois au Soudan, en Égypte et en Libye s'élève jusqu'à 1 934 m. Outre cet ensemble de reliefs périphériques, le seul massif important est constitué, au centre du pays, par les monts Nouba, qui s'élèvent jusqu'à 1 459 m (au mont Temading) et qui présentent des formes granitiques arrondies. Ces milieux montagnards reçoivent davantage de précipitations que la plaine et ils ont longtemps fourni un refuge naturel aux populations africaines autochtones menacées par les razzias des nomades et des chasseurs d'esclaves. Il tombe 1 000 mm d'eau sur le djebel Marra – ce qui est exceptionnel dans l'espace soudanais – et les autres régions montagneuses sont également mieux partagées en ce domaine que le reste du pays mais, comme l'explique le géographe Marc Lavergne, cet avantage demeure bien limité : «...*La roche des montagnes – tantôt trop perméable (sables, basaltes, cendres volcaniques), tantôt imperméable (granit) – empêche l'eau de ruissellement de se conserver en surface ou dans des réservoirs souterrains : les montagnards ont dû lutter contre ces handicaps en édifiant des terrasses et des systèmes de canalisations ingénieux, en dépit de leurs moyens techniques limités.* »

Les rigueurs du climat dominant en effet largement la vie du pays. **Étendu de 3°40' à 22° de latitude nord, c'est-à-dire dans presque tout l'espace compris entre l'Équateur et le Tropique du Cancer, le Soudan connaît toutes les nuances du climat tropical.** Les températures moyennes sont élevées tout au long de l'année avec des maxima correspondant au double passage du soleil au zénith. Khartoum à l'une des moyennes de température les plus élevées du monde : 29° sur l'année, avec des maxima dépassant 40° en juillet. La saison des pluies dure de mars à novembre dans les régions proches de l'Équateur et devient de plus en plus courte au fur et à mesure que l'on s'en éloigne, en même temps que les précipitations se font plus irrégulières. On passe ainsi du climat tropical humide des régions méridionales au climat tropical soudanien à longue saison sèche, puis au climat semi-désertique et, tout à fait au nord, au climat désertique. La sécheresse s'atténue relativement sur les montagnes proches de la côte de la mer Rouge qui reçoivent quelques pluies d'hiver, mais la plaine littorale demeure très aride. La chaleur et la sécheresse donnent donc le plus généralement au pays un climat très difficile. La végétation se présente classiquement en bandes zonales qui correspondent aux diverses régions climatiques. Elle est tropicale humide au sud, avec des forêts sur les monts Imatong et les hautes herbes des marécages du Bahr el Ghazal ; elle devient soudanienne quand on se déplace vers le nord, avec des savanes arborées et des forêts-galeries le long des cours d'eau ; enfin, la savane se dégrade pour faire place à une brousse à acacias et baobabs qui précède une steppe semi-désertique et le désert nubien où le vide végétal est total, à l'exception de la vallée du Nil qui constitue dans ces régions vides un étroit ruban de verdure où se concentre la vie humaine.

Plutôt que du Nil tel qu'on l'observe en Égypte, il est préférable de parler, au Soudan, de

« système nilotique ». Traversant le pays du sud au nord, le plus long fleuve d'Afrique (5 611 km) en forme l'ossature, ne laisse de côté que les provinces sahéliennes du Kordofan et du Darfour à l'ouest et celle de la mer Rouge au nord-est. Il s'agit en fait – plutôt que du fleuve unifié et majestueux qui traverse l'Égypte en aval – d'un ensemble de fleuves, de rivières, voire de cours d'eau saisonniers, et ce n'est qu'en aval de Khartoum que le Nil s'inscrit régulièrement dans le paysage nubien, de sa sixième à sa deuxième cataracte. Provenant du lac Albert, le fleuve venu des légendaires Montagnes de la Lune entre au Soudan à Nimulé, à 4°30' de latitude nord. C'est alors le Bahr al-Jebel, le « fleuve des montagnes », dont le débit impétueux ne s'assagit qu'à partir de Mongalla, à 4 740 km de son embouchure dans la Méditerranée. Privé de pente, il s'étale désormais en un lacs inextricable de bras divergents, de lacs et de marais, le *sudd*, qui obstrue le fleuve sur 400 km en aval de Bor. C'est dans cette région que s'évapore la moitié des eaux venues de la zone équatoriale. Sur sa rive droite, le Bahr al-Zeraf, le « fleuve des girafes », s'en sépare pour le rejoindre 600 km plus en aval. Sur sa rive gauche, des lacs et des marais reçoivent les eaux des affluents qui descendent de la dorsale Congo-Nil. Le Bahr al-Ghazal, le « fleuve des gazelles », qui est navigable pendant une moitié de l'année draine les eaux des savanes occidentales alors que, plus au nord, le Bahr al-Arab, cours d'eau saisonnier, marque traditionnellement la limite séparant le nord et le sud du Soudan. Ce sont les eaux du Bahr el-Ghazal qui permettent au fleuve d'échapper à la zone des marais, d'orienter son cours vers l'est pour y recevoir – à hauteur de Malakal, à 386 m d'altitude et à 3 832 km de son embouchure – les eaux de la Sobat, un puissant affluent de la rive droite venu du massif éthiopien. Quand il atteint Khartoum 800 km plus au nord, le Nil blanc arrive à son confluent avec le Nil Bleu. Issu du lac Tana, dans l'ouest du plateau éthiopien, celui-ci – qui reçoit sur sa rive droite deux affluents, le Rahad et le Dinder – détermine le régime des crues du grand fleuve dont le cours forme alors, dans la traversée du désert nubien, un vaste S qui le conduit d'abord, en aval de la sixième cataracte, à son confluent avec l'Atbara, rivière intermittente descendue elle aussi du plateau éthiopien. Quatre cataractes s'échelonnent ensuite jusqu'à la deuxième, à hauteur de Wadi Halfa qui correspond à la frontière égyptienne, là où le fleuve se confond avec les eaux du lac Nasser, le réservoir du haut barrage d'Assouan. C'est pendant l'été, entre juin et octobre, que l'apport des affluents venus du plateau éthiopien permet le retour régulier de la crue. Quelques autres cours d'eau naissent dans les massifs montagneux ; ils se perdent rapidement dans les sables dès qu'ils atteignent leurs piedmonts mais l'exploitation de nappes profondes permet localement l'irrigation dans certaines oasis du Kordofan. De manière générale, le Soudan dispose de ressources en eau plutôt abondantes mais l'exploitation de ce potentiel passe par la mise en œuvre d'une politique d'aménagement ambitieuse qu'il faudra inscrire dans une continuité suffisante impliquant la construction d'une véritable unité politique.

La réalisation de celle-ci est fortement compromise par l'**extrême diversité ethnique qui caractérise le pays**. La dénomination de « Pays des Noirs » utilisée par les auteurs arabes ne rend évidemment pas compte de l'extrême complexité d'un peuplement déterminé par une histoire conflictuelle qui ne se résume pas, loin de là, au seul affrontement du nord musulman et du sud animiste ou chrétien. La vallée du Nil en aval de Khartoum constitue le cœur du Soudan « historique » et ce sont ses habitants qui, depuis le XIXe siècle, ont réussi à imposer, sous la domination turque, égyptienne puis anglaise, mais aussi depuis l'indépendance, leur suprématie au reste du pays en se réservant le monopole du commerce et des fonctions administratives ou politiques. On voit ainsi se succéder, en descendant la vallée du Nil à partir de Khartoum, les Ja'aliyin qui – établis autour de Shandi, de Berber et d'Abu Hamad – fournirent, du XVIe au XIXe siècle, une partie des cadres du royaume funj avant de se rallier à la Mahdiya. En aval de la quatrième cataracte, les Shayqiya occupent les palmeraies de Méroé et de Karima. Les Danagla sont installés pour leur part autour de Dongola. À l'exception de ces derniers qui revendiquent une origine arabe, les autres populations paysannes de toute cette partie de la vallée du fleuve affirment leur origine « nubienne » autochtone. Les nomades chameliers des déserts du nord ne représentent qu'un dixième de la population du pays. Les Beja sont des autochtones d'origine couchitique qui nomadisaient traditionnellement entre le Nil et les montagnes de la mer Rouge où, sous le nom de Blemmyes, ils étaient déjà établis à l'époque des Ptolémées. Plus à l'est, des rives l'Atbara aux frontières du Tchad, les groupes chameliers sont Arabes, comme les Rachaïda venus du Hedjaz au XIXe siècle, ou arabisés comme les Shukriya ou les Kababish que l'évolution

économique conduit progressivement vers la sédentarisation. Installés sur la frontière tchadienne, les Zaghawa sont proches des Toubous du Tibesti. La steppe sahélienne est occupée par des éleveurs de bovins, les Baqqara, qui sont souvent en conflit avec les populations nilotiques du sud. Rassemblés au XIX^e siècle par la Mahdiya, ils sont demeurés des guerriers mobilisés au nom de l'islam et ont pris une part importante au massacre des populations installées au sud du Bahr al-Arab. Les régions montagneuses sont occupées par des agriculteurs sédentaires autochtones qui ont trouvé là un refuge contre les razzias des nomades arabisés. La plus connue de ces populations est celle des Nouba – chers à la photographe Leni Riefenstahl – qui cultivent leurs minuscules champs en terrasses et pratiquent un petit élevage traditionnel. Les genres de vie des différents groupes nouba sont similaires mais la diversité linguistique est très grande. À l'ouest, le djebel Marra apparaît également comme le refuge de groupes ethniques très variés mais unifiés au XVI^e siècle, avec les populations nomades avoisinantes. Le sud du pays est le domaine des populations noires nilotiques dont les principaux groupes sont les Dinka et les Nuer. Éleveurs de bovins et pêcheurs, ces peuples sont entourés, sur les marges de la cuvette du Haut Nil, par des groupes de langue luo dont les plus connus sont les Shillouk. Tous sont animistes ou ont été superficiellement christianisés à partir de la fin du XIX^e siècle. Plus à l'est, la région de Boma est occupée par les agriculteurs Murlé proches des Didinga, installés sur la frontière ougandaise qui sépare artificiellement de nombreuses petites ethnies telles que celles des Kakwa, des Mundari ou des Bari. Agriculteurs et chasseurs (la mouche tsé-tsé interdit l'élevage) les Zandé, présents également en Centrafrique et au nord-est de la République démocratique du Congo, étaient naguère surnommés les Niam-Niam et c'est sous ce nom que les a décrits l'explorateur allemand George Schweinfurth qui les visita en 1870. C'est la conquête britannique qui a stoppé, à la fin du XIX^e siècle, la poussée vers l'est des Zandé, empêchant ainsi un affrontement inéluctable avec la puissante ethnie dinka – qui compte aujourd'hui 2 500 000 âmes et constitue la principale force de résistance sudiste face au pouvoir de Khartoum. L'étendue du territoire comme la diversité des conditions géographiques et des populations qui y sont installées constituent à l'évidence un handicap pour la réalisation d'une authentique unité politique.

De l'antique Nubie au Soudan musulman

L'histoire ancienne du Soudan s'inscrit dans l'espace qui s'étend de la sixième à la deuxième cataracte du Nil. En aval de Wadi Halfa, la basse Nubie a été très tôt rattachée au domaine de l'Égypte pharaonique alors que seule la Haute Nubie fait partie de l'actuel Soudan. Plus en amont, au-delà du confluent entre Nil blanc et Nil bleu, commence le monde de l'Afrique noire qui, faute de tradition écrite, est demeuré dans une large mesure hors de l'histoire et dont l'étude relève davantage de l'anthropologie et de l'ethnologie.

Le Soudan n'a pas encore livré de restes d'hominidés d'une ancienneté comparable à celle de ceux qui ont été exhumés en Éthiopie, au Kenya ou au Tchad mais des galets aménagés vieux de 800 000 ans, témoignages d'une culture du Paléolithique ancien, ont été découverts à hauteur de la troisième cataracte. Les outils rudimentaires mis au jour à Khor Abou Anga, au confluent du Nil blanc et du Nil bleu, remontent à une période « acheuléenne » allant de 500 000 à 300 000 ans. Un outillage de type moustérien vieux de 70 000 ans a été étudié dans l'île de Saï, à mi-chemin entre la deuxième et la troisième cataracte. Au Paléolithique supérieur, le Khormusien se développe dans la même région entre 27 000 et 16 000 avant J.-C. L'Halfien et le Sébilien sont plus récents et correspondent à l'industrie lithique de groupes chasseurs, pêcheurs et cueilleurs que la sécheresse plus grande de cette époque a rapprochés de la vallée du Nil. La montée des eaux du fleuve correspondant à une période pluviale entraîne ensuite une croissance des populations et correspond à la période mésolithique ou épipaléolithique qui voit, dès le IX^e millénaire avant J.-C., l'apparition des premiers récipients en terre cuite dans la région du confluent du Nil et de l'Atbara.

De 8500 à 6000 avant J.-C., le « Mésolithique de Khartoum » prépare la révolution

néolithique, contemporaine de la dernière grande période humide de ces régions d'Afrique, quand le lac Tchad était dix fois plus vaste qu'aujourd'hui et quand les zones marécageuses du Sud-Soudan s'étendaient jusqu'au sud de l'actuelle Khartoum. L'élevage est attesté dès le Ve millénaire avant J.-C. Rituels funéraires, poteries et statuettes féminines témoignent, à Kadruka et El-Kadada, de l'existence de cultures déjà élaborées.

Au début du III^e millénaire, entre 3000 et 2400 avant J.-C., une culture appelée Pré-Kerma se développe entre la deuxième et la quatrième cataracte mais ces populations doivent abandonner leurs villages au rythme de la progression de l'aridité pour se rapprocher du Nil.

2400-1450 avant J.-C. : Développement et apogée du royaume de Kerma qui étend son influence de la troisième cataracte jusqu'à l'Atbara et même bien au delà, jusqu'au Tibesti vers l'ouest, la mer Rouge vers l'est et le pays shilluk au sud. Bénéficiant d'une plaine cultivée importante, ce royaume est un carrefour par où transitent l'or des montagnes de la mer Rouge, l'encens et les épices du pays de Pount. De part et d'autre du fleuve, des savanes sont encore à cette époque propices à l'élevage.

2400-2050 avant J.-C. : Le Kerma ancien succède au Pré-Kerma et précède le Kerma moyen, identifié de 2050 à 1750 avant J.-C. Les sépultures masculines ont révélé un riche mobilier funéraire comprenant notamment des armes de bronze.

1750-1450 avant J.-C. : Période dite du Kerma classique, contemporaine de la deuxième période intermédiaire égyptienne. La céramique atteint alors à sa perfection. Cette culture pratiquait à grande échelle les sacrifices humains à l'occasion de la mort des souverains. Au **début du XV^e siècle avant J.-C.**, le pharaon égyptien Thoutmès I^{er} entreprend la conquête du pays de Koush déjà entamée par Amenhotep I^{er} et s'avance jusqu'à Kourgous, à hauteur de la cinquième cataracte. La ville de Kerma est peut-être détruite lors d'une expédition ultérieure de Thoutmès II. L'Égypte du Nouvel Empire va ensuite dominer la majeure partie de la Nubie.

X^e siècle avant J.-C. : Alors que règne en Égypte la XXII^e dynastie, l'autorité des pharaons ne va plus au-delà d'Assouan (Syène) et de la première cataracte.

Dès le IX^e siècle avant J.-C., un groupe originaire du Djebel Barkal, en aval de la quatrième cataracte, ouvre une nouvelle époque de l'histoire nubienne que l'on peut diviser en deux phases, la période koushite dont est issue la XXV^e dynastie appelée à régner sur l'Égypte (900-650 avant J.-C.) souvent désignée comme la « dynastie des pharaons noirs » et le royaume de Napata (650-270 avant J.-C.). De 270 avant J.-C. jusqu'à 250 après, le royaume de Méroé s'inscrit dans cette continuité. La nouvelle lignée est étroitement liée au centre religieux du djebel Barkal et ses rois et reines sont inhumés dans la nécropole voisine d'El-Kourrou, à une quinzaine de kilomètres de cette « montagne sacrée ». Leur intervention a peut-être été légitimée par le clergé d'Amon qui a fui Thèbes pour échapper aux troubles du moment et se réfugier à Napata.

785-760 avant J.-C. : Règne d'Alara « aimé d'Amon ». Il réactive le culte du dieu en Nubie.

760-747 : Règne de Kashta le Koushite. Il étend son royaume jusqu'en basse Nubie comme en témoigne une stèle de l'île d'Éléphantine.

747-716 : Règne de Piyé (ou Piankhi) qui fait reconnaître son autorité jusqu'en Moyenne Égypte. Il pousse même ensuite jusqu'à Memphis mais ne peut établir durablement son autorité sur le Delta.

716-702 : Chabaqa, frère de Piyé, lui succède. Il doit veiller à la préservation de l'unité égyptienne pour faire face à la menace grandissante de l'Assyrie.

702-690 : Règne de Chabataqa, fils de Piyé et neveu de Chabaqa, qui demeure sur la défensive face aux Assyriens.

690-664 : Règne de Taharqa, frère du précédent. Il contrôle le territoire qui va du Delta à la confluence du Nil blanc et du Nil bleu.

De 690 à 676, le règne de Taharqa (seul souverain de la dynastie cité dans la Bible) est très prospère et voit le pharaon multiplier les constructions, notamment au sanctuaire de Kaoua, en face de Dongola, et dans celui du djebel Barkal. Ensuite l'imprudence des dynastes de Saïs qui soutiennent les révoltes des cités phéniciennes contre les souverains assyriens conduit ceux-ci à engager la lutte contre l'Égypte. Les forces de Taharqa sont battues vers -671 et Memphis est prise. En 669 c'est le tour de Thèbes. On ignore dans quelles conditions exactes disparut Taharqa qui semble avoir été inhumé à Sedeinga, en aval de la troisième cataracte et non dans la nécropole habituelle d'El-Kourrou, non loin de la montagne sacrée du djebel Barkal.

664-656 : Règne de Tanouétamani. Il part soumettre les dynastes du nord qui ont accepté la domination assyrienne mais l'intervention des armées d'Assurbanipal oblige le roi à se replier sur Thèbes qui est prise et saccagée par les envahisseurs, ce qui scelle le déclin irréversible du culte d'Amon. Mentouemhat, le gouverneur de Thèbes accepte la domination assyrienne, ce qui compromet toute tentative de reconquête. À ce moment, les Nubiens pensent déplacer vers le cours moyen et supérieur du Nil le centre de gravité du royaume d'Amon alors que l'Égypte, désormais intégrée dans l'ensemble de la Méditerranée orientale et du Proche-Orient allait passer des Assyriens aux Saïtes du Delta, puis aux Perses, aux Macédoniens et aux Romains.

La mort de Tanouétamani marque la fin de la XXVe dynastie mais le royaume de Napata continue, avec les règnes de souverains comme Aspelta (593-568), Harsiyoft (404-369) et Nastasen (335-310). On remarque que **la civilisation napatéenne remet à l'honneur l'architecture funéraire des pyramides**.

591 avant J.-C. : Le pharaon saïte Psammétique II pousse un raid jusqu'à Napata, ce qui a peut-être entraîné le repli de la capitale sur Méroé où réside déjà Aspelta.

Le royaume de Méroé, délimité par l'Atbara, le Nil blanc et le Nil bleu, correspond donc à un déplacement vers le sud-est du centre de gravité de la civilisation napatéenne. Outre la capitale, « l'île de Méroé » comprend la ville sainte de Moussaouarat.

Au **IIIe siècle avant J.-C.**, le roi Arkamani (l'Ergaménès des Grecs) entretient des contacts réguliers avec l'Alexandrie des Lagides. C'est la nécropole royale qui fournit aujourd'hui le témoignage le plus impressionnant de la puissance de cet ancien royaume. En avril 1821, Frédéric Cailliaud rendait compte en ces termes de l'émotion que lui inspirait le site : « *Jamais ma joie ne fut plus extrême et si vive qu'en découvrant les sommets d'une foule de pyramides dont les rayons du soleil, peu élevé encore sur l'horizon, devraient majestueusement les cimes...* ». Trente rois, huit reines et trois princes sont identifiés dans cette imposante nécropole. On honore alors Amon mais aussi des divinités locales comme le dieu-lion Apédémak dont le principal temple fut construit à Moussaouarat par le roi Arnékhamani à la fin du IIIe siècle avant J.-C. pour devenir un lieu de pèlerinage très fréquenté durant des siècles – l'ensemble comprenait sept sanctuaires et un palais royal.

vers 21 avant J.-C. : **Expédition victorieuse de Caius Petronius contre le royaume de Méroé.** Les Romains s'avancent jusqu'à Napata et la paix qui est conclue leur donne la basse Nubie, baptisée Dodécashène, avec certaines des mines d'or qui avaient été l'objectif principal de l'expédition.

Au **début de l'ère chrétienne**, les souverains de Méroé doivent compter avec le danger que représentent les pillards Blemmyes des déserts de l'est. La position du royaume contribue à sa prospérité au cours de l'époque hellénistique et romaine. Soterias Limen, l'actuel Port Soudan, permet de disposer d'une ouverture sur la mer Rouge. Il faut ajouter le comptoir de Ptolémaïs des Chasses, centre du commerce de l'ivoire, et le port d'Adoulis (Massaoua). La proximité de Panchrysia, la Bérénice d'Or, permettait également à Méroé de jouer dans le commerce de l'or un rôle d'intermédiaire favorable à ses intérêts.

61-63 : Expédition romaine sous le règne de Néron à la recherche des sources du Nil. Elle s'avance jusqu'aux marais du Sudd.

298 : Dioclétien abandonne la basse Nubie en raison de l'insécurité due aux raids des Blemmyes.

milieu du IV^e siècle : Le roi éthiopien d'Axoum, Ezana, envahit le royaume de Méroé.

milieu du VI^e siècle : Débuts de l'évangélisation de la Nubie à partir de l'Égypte. Conversion des trois royaumes nubiens de Nobatia, Makuria et Aloa qui adoptent l'écriture copte alors que le grec devient langue liturgique. Ces royaumes indépendants sont constitués sur les ruines de celui de Méroé. Quatre évêchés sont attestés en Nubie dont les sièges sont Kasr Ibrim, Faras, Saï et Dongola.

639-642 : Les Arabes commandés par Amr ibn al As envahissent l'Égypte et réalisent sa conquête, facilitée par l'hostilité du pays à la domination byzantine et par l'opposition religieuse entre la chrétienté égyptienne monophysite et l'Église orthodoxe de Constantinople.

652 : Abdallah ibn Saad prend Dongola mais la résistance du royaume de Makuria, animée par le roi Kalidurut, oblige le conquérant arabe à conclure un accord de compromis, le *bakht*, à la fois trêve et traité de non agression, qui demeurera en vigueur jusqu'au XIII^e siècle. Aux termes de ce traité, les habitants de l'Égypte et de la Nubie étaient autorisés à circuler librement entre les deux pays. Les Arabes s'engageaient à ne pas attaquer le pays. En contrepartie, les Nubiens devaient respecter la mosquée fondée à Dongola pour les voyageurs musulmans et devaient verser un tribut annuel de trois cent soixante esclaves contre des fournitures de blé égyptien. Pour établir un rapport de forces favorable, les royaumes de Nobatia (dont la capitale était Faras) et de Makuria (dont la capitale était Dongola) se rapprochèrent alors. Cette alliance étroite des deux royaumes, qui créait un ensemble allant de la première cataracte à la cinquième, fut réalisée sous le règne de Merkurios, monté sur le trône en 697.

748 : L'incarcération du patriarche copte conduit le souverain de Dongola à attaquer l'Égypte musulmane pour obtenir sa libération.

835 : Le souverain de Dongola, Zacharie, envoie son fils Georgios auprès du calife de Bagdad pour négocier une réduction du tribut. Les Nubiens demeurent des voisins difficiles pour l'Égypte musulmane et ils s'allient même aux Fatimides quand ceux-ci s'emparent du pays au cours du Xe siècle. La Nubie chrétienne entretient ensuite de très bons rapports avec le califat chiite fatimide installé au Caire mais les relations se détériorent rapidement quand les Ayyubides rétablissent l'orthodoxie sunnite.

IX^e et Xe siècles : Alors que le traité conclu en 652 écartait l'installation d'éléments arabes en Nubie, leur présence commence à être attestée en amont de la première cataracte, à travers celle des tribus nomades Juhayna et chez les Beja de l'est. La pénétration est à cette époque très lente mais permet aux éléments arabes de contrôler les mines d'or qui faisaient déjà la richesse du pays dans l'Antiquité.

1172 : Les Nubiens sont vaincus par le frère de Saladin qui s'empare de Ksar Ibrim et du royaume de Nobatia. Les royaumes de Makuria (Al Muqurra) et d'Aloa (Alwa) subsistent encore mais le premier est affaibli par les razzias perpétuelles qu'opèrent les pillards du désert oriental et il se transforme progressivement en un vassal du sultanat mameluk constitué en Égypte. Baybars s'assure de la personne de Daoud, roi de Makuria et le remplace par Shakanda, qui accepte de lui verser la moitié des revenus du royaume. Les musulmans s'inquiètent alors d'une éventuelle alliance de revers entre les royaumes chrétiens du sud et les Croisés latins.

1279-1290 : Règne du sultan mameluk Kalaoun, au cours duquel le royaume de Dongola se soulève à trois reprises, sous la direction du roi Chemamoun. Il est écrasé et le royaume va

disparaître pour devenir simple terre de razzia et d'exploitation pour la dynastie égyptienne.

1317 : Disparition du royaume de Makuria dont la capitale était Dongola, où la cathédrale est transformée en mosquée. Le sultan mameluk a déposé Kerenbès, le dernier souverain chrétien en 1315. Les maîtres égyptiens entament alors l'arabisation méthodique du pays. L'islamisation de ces régions se réalise assez rapidement en raison des difficultés de renouvellement du clergé local, trop isolé et dépendant d'une chrétienté copte égyptienne elle-même entrée dans une période de longue et profonde décadence. L'islam gagne alors l'ensemble de la Nubie en remontant la vallée du Nil mais aussi par la voie occidentale, s'étendant à la zone soudanienne par le Niger et empruntant, au XVI^e siècle, la route permettant de gagner les villes saintes d'Arabie, en balayant au passage le dernier royaume chrétien d'Aloa.

1490 : Mise à mort du roi d'Aloa, la dernière principauté chrétienne de Nubie. Ce royaume disparaît complètement en 1504 pour être intégré à un État musulman, le royaume funj de Sennar.

1517 : Défaite des Mameluks par les Ottomans qui installent leur autorité sur l'Égypte mais qui ne maintiennent sur le Soudan, région très périphérique par rapport au centre de gravité méditerranéen de leur Empire, qu'une très lointaine suzeraineté.

XVI^e-XIX^e siècle : Le sultanat funj, dont les souverains appuient leur autorité sur un système d'esclavage militaire, regroupe plusieurs principautés et étend son pouvoir de la troisième cataracte au plateau éthiopien, avec la plaine de la Gezira, nettement plus au sud que les anciens royaumes chrétiens. Vers l'est, le sultanat s'étend jusqu'à la mer Rouge. Au nord, sa limite se confond avec les routes caravanières reliant Berber et Shendi à Suakin. Vers l'ouest, c'est le Nil blanc qui forme sa frontière. La capitale du royaume est établie à Sennar sur le Nil Bleu, qui compte une trentaine de milliers d'habitants au XVIII^e siècle et contrôle l'exportation du coton produit dans la Gezira.

première moitié du XVIII^e siècle : Soliman Solong Dongo établit son pouvoir dans la région du djebel Marra. Il se prétend d'ascendance arabe, de la famille du Prophète. Il fonde alors en pays fur le sultanat Kaïra qui contrôlera le Darfur jusqu'en 1916. Les limites de cet État sont imprécises. Comme souvent en Afrique, sa domination s'exerce davantage sur des populations que sur des territoires au sens que ce terme a pris dans l'histoire européenne. Son pouvoir s'étend ainsi de l'Ouadaï vers l'ouest jusqu'à certaines régions du Kordofan à l'est. La capitale du royaume est établie à El-Fasher. **L'islam s'impose à la région au XVI^e siècle et c'est le rigorisme malékite qui domine.** Il va connaître des développements originaux avec le succès que rencontrent ensuite diverses sectes soufies et surtout des confréries ou zawaya (la Khatmiya, la Senoussiya libyenne, enfin la Mahdiya), dont plusieurs sont appelées à jouer un rôle durable dans l'histoire du Soudan. La combinaison du rigorisme malékite et des aspirations mystiques dont sont porteuses ces confréries donne alors à l'islam soudanais des caractéristiques dont le mouvement mahdiste (la « révolte des Derviches » pour les Européens) sera la manifestation la plus spectaculaire à la fin du XIX^e siècle.

XVIII^e siècle : Alors que la Nubie et les régions plus méridionales demeuraient *terra incognita* pour les Européens, les premiers explorateurs s'y aventurent. C'est notamment le cas de Frédéric Louis Norden en 1737-1738 et surtout de l'Écossais James Bruce qui, en 1772, visite la Nubie de Sennar à Assouan et peut observer les ruines de Méroé.

La conquête égyptienne et l'époque coloniale

Le Soudan est incorporé dans l'Empire ottoman de 1820 à 1885 mais, contrairement à la tradition historiographique qui évoque à ce propos la période « turque », il est plus exact de

rendre compte d'une occupation « égypto-ottomane » dans la mesure où l'élément proprement turc ne prit qu'une part très modeste à l'histoire que connut alors cette région africaine bien marginale dans l'empire des sultans de Constantinople, à l'époque où celui-ci est déjà « l'homme malade » dont les puissances surveillent l'agonie jugée inéluctable.

Muhammad Ali, l'officier rouméliote commandant un corps albanais devenu vice-roi d'Égypte en 1805, songe dès 1812 à la conquête du Soudan. La Nubie paie tribut depuis 1813 quand il envoie à Sennar (sur le Nil bleu) une ambassade qui exige du souverain local qu'il chasse un parti de Mameluks rescapés du massacre perpétré en 1811 dans la citadelle du Caire et de la bataille du Wadi Kostammé livrée au sud d'Assouan en 1813. Le pacha d'Égypte espère également qu'il sera possible d'exploiter des mines d'or et d'émeraudes mais les expéditions du minéralogiste français Frédéric Cailliaud organisées en 1816-1817 et en 1817-1818 se révèlent sur ce point décevantes. Il apparaissait en revanche que le Soudan pouvait constituer un réservoir d'esclaves du plus haut intérêt, d'autant que Muhammad Ali espérait former ainsi, avec des troupes noires, une armée nouvelle, plus disciplinée que celle dont il disposait. C'est un officier français demeuré en Égypte, Anthelme Sève, qui fut chargé de cette mission et qui put renseigner le vice-roi sur l'état de décomposition du royaume funj, qui avait dominé deux siècles plus tôt presque tout le Soudan, de Dongola aux limites du pays dinka et du Kordofan au cours de l'Atbara. Au début du XIXe siècle, ce royaume n'était plus réduit qu'à la région de Sennar – correspondant à peu près à l'actuelle province du Nil bleu – ce qui laissait présager une conquête facile.

Octobre 1820 : Placée sous les ordres d'Ismaïl, l'un des fils du vice-roi, une armée égyptienne comptant près de six mille hommes et disposant de douze pièces d'artillerie quitte Wadi Halfa pour entamer la conquête du Soudan. Les petits royaumes rencontrés dans la vallée du Nil se soumettent ainsi que les derniers groupes mameluks partis se réfugier au sud de la deuxième cataracte.

4 novembre et 2 décembre 1820 : Les Égyptiens doivent livrer bataille aux Shayqiya à Korti et au mont Dager. Les indigènes sont écrasés et Cailliaud, qui accompagne l'expédition, rapporte que « *la soldatesque effrénée se répandit comme un torrent et porta de tous côtés l'incendie, la désolation et le massacre* », au point que Muhammad-Ali désavoua ses excès. Berber se rend en mars 1821 et Shendi en mai. Cailliaud visite alors Dongola et Méroé. Letorzec et Linant de Bellefonds atteignent le site la même année

11 juin 1821 : Reddition de Sennar où Ibrahim Pacha, le frère aîné d'Ismaïl rejoint l'expédition à la fin de l'année pour préparer l'avance vers le sud mais la maladie l'oblige à regagner rapidement Le Caire en laissant le commandement de son armée à Toussoum Bey qui s'avance jusqu'au pays dinka alors qu'Ismaïl pousse sans succès au sud-est, à la recherche de l'or, jusqu'en février 1822.

16 août 1822 : Une autre armée égyptienne, formée au lendemain de la victoire sur les Shayqiya et commandée par un gendre du vice-roi, bat le gouverneur du Kordofan et s'empare du pays mais ne continue pas en direction du Darfour car l'intervention en Grèce du pacha d'Égypte lui interdit de pousser plus avant. Dans le Soudan conquis par les Égyptiens, quatre gouverneurs sont installés à Dongola, à Berber, à Sennar et au Kordofan.

octobre 1822 : Parce qu'il exige des impôts beaucoup trop lourds, Ismaïl pousse à la révolte le prince de Shendi laissé en place après la conquête et il est assassiné. C'est le signal d'une révolte qui touche une partie de la Nubie, la région de Sennar et celle de la Gezira (région située entre Nil blanc et Nil bleu en amont de leur confluent).

septembre 1823 : Les rebelles sont écrasés à Makdur par le gouverneur du Kordofan et les régions insurgées connaissent une impitoyable répression.

septembre 1824 : Jarkas Bey prend le commandement des troupes égyptiennes et s'installe à l'emplacement de la future Khartoum, au confluent des deux Nil.

1825 : Alors que Jarkas Bey a poursuivi la répression, son successeur, Mahu Bey, met en œuvre

une politique conciliatrice et fait baisser les impôts.

mars 1826 : Muhammad-Ali nomme Ali Khurchid Agha gouverneur de Sennar et l'administration née de la conquête prend, sur le modèle ottoman, son allure définitive. L'historien Hervé Bleuchot la caractérise ainsi : « *D'énormes défauts : incompetence, corruption, féodalisme, instabilité. Son objectif était d'abord de prélever l'impôt (et le fonctionnaire se payait sur l'impôt). Et comme on se souvient des mobiles de Muhammad Ali, on comprend que l'administration de cette époque ait saigné les forces vives du pays. L'argent, certes, mais surtout les hommes libres se firent rares. La probité plus encore, quoiqu'elle ne fût pas inexistante. À l'avantage de ce système demeure le fait que c'est une administration indirecte, qui laisse subsister les structures sociales et les civilisations locales. De plus, l'administration ottomane permet facilement aux autochtones de participer aux responsabilités et de parvenir aux hautes fonctions : il suffit d'avoir la confiance des maîtres du moment, peu importe la race ou la nationalité. En ce qui concerne la religion, c'était une autre affaire. Si Muhammad Ali a nommé des chrétiens à de hauts postes, ceux-ci n'ont jamais exercé de commandement direct et le Français Sève dut se convertir pour exercer un commandement... »*

1826-1838 : Ali Khurchid, qui se voit progressivement confier l'administration de l'ensemble du pays, gouverne le Soudan depuis Khartoum. Il ne trouve pas d'or et rencontre des difficultés quand il entreprend de razzier des esclaves chez les Nouba, les Dinka ou les Shillouk. Il plante par ailleurs la culture de l'indigo, de la canne à sucre et du coton qui viennent s'ajouter aux productions locales telles que l'ivoire, le bétail, les peaux, la gomme arabique, les plumes d'autruche... et les esclaves.

1836-1837 : Guerre contre les Éthiopiens qui battent les troupes égyptiennes au combat de Wad Qaltabu en avril 1837.

1838-1843 : Ahmed Abu Adhan est gouverneur du Soudan et reçoit, de novembre 1838 à mars 1839, la visite du vice-roi, la première depuis la conquête du pays. Il interdit la chasse aux esclaves mais cette mesure demeure inappliquée.

1840 : Fin des monopoles commerciaux dont jouissait l'administration égyptienne (en 1849 pour l'ivoire) Des trafiquants et des aventuriers étrangers viennent s'établir au Soudan en assez grand nombre.

1842-1845 : Expédition en Égypte et en Nubie du Prussien Karl Richard Lepsius.

1843-1845 : Gouvernement d'Ahmed Manikli. Khalid Khusraw lui succède ensuite jusqu'en 1850.

1846 : Le gouvernement de Constantinople rattache à l'Égypte Souakin et Massawa qui, sur la côte de la mer Rouge, dépendaient jusque-là du gouverneur turc de Djeddah (sur la côte du Hedjaz). Cette mesure n'est effective que pour trois ans mais prépare les décisions ultérieures.

1849 : Mort de Muhammad Ali. Abbas devient vice-roi d'Égypte jusqu'en 1854. De nombreux gouverneurs se succèdent alors à Khartoum où l'influence des Européens et de leurs consuls grandit régulièrement.

1850 : Les premiers navires à vapeur circulent sur le Nil. Des services de transbordement sont installés à hauteur des cataractes pour les marchandises et les passagers. Une société de poste est créée, qui sera nationalisée en 1865 sous le règne du khédivé Ismaïl.

1854 : Le consul sarde Vaudey et ses neveux sont tués dans un combat avec les Bari, lors d'une expédition destinée à l'achat d'esclaves. Les trafiquants européens sont vite écartés ensuite de ce commerce, qui devient rapidement le monopole des Arabes.

1854-1863 : Saïd est vice-roi d'Égypte. Il nomme à Khartoum Ali Jarkas Pacha, qui demeure en

poste jusqu'en 1856.

1854 : Le vice-roi renouvelle l'interdiction de l'esclavage. Le marché aux esclaves de Khartoum est fermé mais le décret suscite des résistances, la religion autorisant l'esclavage. Le trafic se poursuit en fait de manière plus ou moins clandestine, même après que l'interdiction a été étendue en 1857 à tout l'Empire ottoman, car la demande reste très forte, surtout quand l'Égypte connaît le boom cotonnier.

hiver 1856-1857 : Visite au Soudan de Saïd, qui constate l'extrême misère du pays et songe même à l'évacuer. Il se contente de réformes administratives, substitue l'arabe au turc et fait davantage appel aux indigènes pour leur confier des pouvoirs locaux, au détriment des coptes et des juifs, nombreux jusque-là dans l'administration égyptienne du Soudan.

1861-1862 : La persistance du trafic d'esclaves entraîne la révolte des Dinka et les gouverneurs des provinces de Sennar et du Nil blanc sont sanctionnés par le gouvernement du Caire pour ne pas les avoir protégés.

1862 : Construction à Khartoum d'une digue chargée de protéger l'agglomération des inondations et installation d'une chambre de commerce.

1863 : Le gouverneur général Mousa Pacha Hamdi occupe Fachoda pour en finir avec le trafiquant d'esclaves Muhammad al-Arqawi, tué l'année suivante.

1863-1879 : Règne en Égypte du khédivé Ismaïl Pacha qui souhaite « développer » le Soudan en y introduisant les bienfaits de la « modernisation ».

1865-1871 : Jaffar Mahzar Pacha gouverneur général. Il organise le corps des Ulémas dont la présidence est confiée à un Soudanais alors que le gouverneur de la province de Khartoum est également un indigène. Des efforts sont accomplis en matière de budget et de santé publique.

1866 : Par un firman ottoman, Souakin et Massawa sont rattachées au Soudan afin qu'il puisse mieux lutter contre le trafic des esclaves.

1869 : Le khédivé confie la province équatoriale du sud du Soudan à un Européen, l'explorateur Samuel White Baker, le découvreur du lac Albert.

1869 : Ouverture du canal de Suez.

1871 : Installation du télégraphe entre Khartoum et Le Caire.

1873 : Le gouvernement égyptien est contraint de nommer gouverneur du Bahr al-Ghazal le trafiquant d'esclaves Zubayr Rahma qui y exerce de fait le pouvoir.

février 1874 : Arrivée au Caire de Charles George Gordon, un colonel du génie britannique qui s'est illustré en Chine contre les Taï Pings et qui est appelé à succéder à Baker pour en finir avec l'esclavage. Il est à Khartoum en mars, rétablit le monopole d'État du commerce de l'ivoire, interdit la constitution de milices privées et l'importation d'armes ou de munitions et soumet à autorisation le droit d'aller commercer dans le sud du pays. Il inaugure ainsi la politique du *closed district* reprise par l'Angleterre après la première guerre mondiale pour protéger les populations du sud. Une série de postes est établie de la Sobat au lac Albert pour veiller à l'exécution de ces décisions ; le Bunyoro est annexé mais Gordon ne peut obtenir la soumission du roi du Buganda, ce qui fixe au lac Albert la limite méridionale du Soudan égyptien.

octobre 1874 : Zubayr bat et tue le sultan du Darfour à la bataille de Manawashi.

novembre 1875 : Échec complet, à Gundet, de l'attaque menée contre l'Éthiopie par les forces égyptiennes commandées par le Danois Arendrup Pacha. Une autre armée égyptienne connaît le même sort à Adoua.

1876-1879 : Gordon est fait gouverneur général du Soudan.

1877 : Le khédivé Ismaïl signe avec les Anglais une convention contre l'esclavage. Celui-ci doit avoir complètement disparu en Égypte en 1884 et au Soudan en 1889.

1877-1889 : Édouard Schnitzer, un juif de Silésie alors prussienne, devenu Emin Pacha pour la circonstance, se retrouve gouverneur de l'Equatoria pour le compte du khédivé. Il acquerra une grande notoriété en Europe quand, isolé par la révolte mahdiste, il sera secouru par le célèbre explorateur Henry Morton Stanley venu du Congo qu'il avait donné quelques années plus tôt au roi des Belges Léopold II.

1878 : Gordon engage une répression méthodique de la traite esclavagiste et fait arrêter près de sept cents trafiquants en deux mois, en même temps qu'il épure l'administration égyptienne du Soudan des éléments complices.

juin 1879 : Le gouverneur nommé au Bahr al-Ghazal, Romolo Gessi, brise la révolte du fils de Zubayr Rahma.

1879-1892 : Règne du khédivé Tewfik.

1880 : Gordon quitte le service du khédivé égyptien sans avoir pu rétablir la paix avec l'Éthiopie du Négus Jean. Muhammad Ra'uf Pacha lui succède à Khartoum de 1880 à 1882.

mars 1881 : Muhammad Ahmad Abdallah se proclame le Mahdi et prend les armes en mai. Sur une terre où l'influence des sectes soufies a été très importante, il entend restaurer l'islam authentique et chasser les « Turcs », c'est-à-dire les Égyptiens. En août 1881, les mahdistes détruisent une petite troupe envoyée par le gouverneur général, puis battent les forces du gouverneur de Fachoda, ce qui suscite un vaste mouvement d'adhésion de tous ceux qui avaient à se plaindre de l'administration égyptienne.

1882 : Les affaires relatives au Soudan sont regroupées au Caire au sein d'un seul ministère.

7 juin 1882 : Tout un corps égyptien de 4 000 hommes est détruit par les mahdistes au djebel Qadir. La rébellion prend alors toute son ampleur et marque le terme de la première période de domination égyptienne. Compromise par la corruption et une pression fiscale immodérée, cette domination a tout de même permis le rassemblement de l'essentiel des terres de l'actuel Soudan en réunissant le Sennar et le Kordofan, en donnant au pays une façade sur la mer Rouge et en lui rattachant les régions nilotiques du sud.

19 janvier 1883 : Les troupes mahdistes s'emparent d'El-Obeid, la capitale du Kordofan. Sept jours plus tard, le Mahdi désigne l'un de ses lieutenants, Abdallah, comme le futur « calife », son successeur.

5 novembre 1883 : L'armée égyptienne marchant sur El-Obeid sous le commandement de l'Anglais Hicks Pacha est surprise et massacrée près de Shaykhan. Le Kordofan apparaît complètement perdu pour les Égyptiens. Le Darfour s'est rallié à l'insurrection. La Gezira et le Sennar sont menacés et, dans l'est, Kassala est assiégée.

18 février 1884 : Retour de Gordon Pacha à Khartoum mais sa proposition d'octroyer au Mahdi le titre de sultan du Kordofan est rejetée avec hauteur par l'intéressé. La condamnation du mahdisme par les ulémas de Khartoum et par l'université Al-Azhar du Caire ne limite en rien son succès. Khartoum se retrouve isolée et les renforts qui sont dépêchés sont détruits sur le Nil.

26 janvier 1885 : Chute de Khartoum et meurtre de Gordon. Le mahdisme triomphe et impose une version rigoriste de la tradition musulmane, analogue au wahhabisme d'Arabie ou au senoussisme de Libye.

16 juin 1885 : Mort du Mahdi. Abd Allahi lui succède comme calife et réussit à imposer son autorité en battant les Kababish rebelles en 1887 et en reprenant le contrôle du Darfour en 1889.

avril 1887 : Des parlementaires mahdistes se présentent à Wadi Halfa pour remettre aux représentants du khédivé d'Égypte, du sultan de Constantinople et de la reine d'Angleterre des sommations leur ordonnant de se convertir au mahdisme, faute de quoi la guerre sainte serait lancée contre eux.

janvier 1888 : Victorieuse des Éthiopiens à Debra Sin, l'armée mahdiste prend et dévaste Gondar en Éthiopie mais les mahdistes doivent abandonner en décembre le siège de Souakin.

1889 : Les victoires remportées en Éthiopie (dont le négus Jean, allié de l'Angleterre, a été tué au combat) marquent l'apogée du pouvoir mahdiste mais, dès l'été, le déclin commence en raison d'une famine consécutive à une invasion de sauterelles et du fait de la rébellion de certains proches du Mahdi et de l'échec subi par une force d'invasion dans le sud de l'Égypte. L'État mahdiste est alors constitué, appuyé sur une armée de près de cinquante mille hommes comptant cinq mille cavaliers et quatre-vingt pièces d'artillerie, toute entière tournée vers le *jihad*. Les ressources de l'État mahdiste sont fournies par la capitation, la dîme correspondant aux obligations du croyant, le butin et le produit de certains monopoles commerciaux tels que celui de la gomme arabique.

février 1891 : La province de la mer Rouge échappe complètement à la pression des Mahdistes qui doivent reculer jusqu'à Kassala.

juillet 1894 : Le général italien Baratieri s'empare de Kassala et les Mahdistes doivent se replier sur le cours de l'Atbara.

décembre 1894 : Les mahdistes sont battus par une colonne belge dans l'Equatoria.

mars 1896 : Les Anglais (Lord Salisbury) décident la conquête du Soudan, sur le conseil d'Evelyn Baring, leur représentant au Caire, le futur Lord Cromer. Le gouvernement de Londres prétend s'inquiéter de la défaite subie par les Italiens à Adoua devant les troupes du négus Ménélik, défaite qui pourrait prélude à une alliance entre le royaume éthiopien et l'État mahdiste – alliance bien improbable puisqu'ils étaient adversaires juste auparavant. En fait, les Anglais craignent surtout les ambitions françaises dans la vallée du Nil et entendent contrecarrer, au sud du Soudan, les éventuelles initiatives de la mission Marchand, chargée de joindre les côtes atlantiques de l'Afrique française à celles de la mer Rouge. Dès la fin de 1896, le corps expéditionnaire anglo-égyptien de Kitchener atteint Méroé et la quatrième cataracte mais le général anglais prend son temps, soucieux qu'il est de ne pas connaître les mêmes mécomptes que Hicks Pacha. Il donne la priorité aux approvisionnements et aux transports et attend la construction de la voie ferrée allant de Wadi Halfa à Abu Hamad prise le 7 août, un mois avant que Berber ne chute à son tour. En avril 1898, Kitchener contrôle le confluent du Nil et de l'Atbara.

2 septembre 1898 : Horatio Herbert Kitchener écrase les forces mahdistes à Omdurman, à côté de Khartoum (plus de dix mille morts et seize mille blessés du côté mahdiste, 48 tués et 386 blessés dans le camp anglo-égyptien). Maître d'Omdurman, Kitchener ordonne de faire sauter le tombeau du Mahdi et de disperser ses restes dans le fleuve.

8 septembre : Les troupes de Kitchener et l'expédition Marchand sont face à face à Fachoda. La crise se dénoue le 5 novembre quand Delcassé donne à Marchand l'ordre d'évacuer la position.

4 janvier 1899 : Lord Cromer (Baring) fait un discours à Khartoum pour affirmer que l'Angleterre ne remettra pas en cause la religion musulmane et la loi islamique. Les nouveaux maîtres du pays sont en revanche hostiles aux « sectes » et aux confréries, la reconquête du Soudan ayant été justifiée, pour les Égyptiens, par la nécessité de lutter contre « l'hérésie » mahdiste, dénoncée par les autorités religieuses sunnites de la mosquée Al-Azhar du Caire. Les

Britanniques ne s'en étaient pas moins appuyés cependant sur la confrérie Khatmiya, hostile à la Mahdiya.

19 janvier 1899 : Le traité anglo-égyptien établit un condominium sur le Soudan dont Kitchener est nommé gouverneur général. Appelé en Afrique du Sud où commençait alors la guerre du Transvaal, il est remplacé en cours d'année par Reginald Wingate.

21 mars 1899 : Une déclaration franco-anglaise confirme la renonciation de la France à ses ambitions sur le Soudan. En avril 1904, la conclusion de l'Entente Cordiale mettra fin au contentieux opposant les deux pays à propos de l'Égypte.

24 novembre 1899 : Défaite d'Abdallah au combat d'Umm Debiqat. Sa mort marque la fin de l'État mahdiste.

L'époque qui s'ouvre en 1898-1899, au moment où disparaît l'Empire mahdiste, ne correspond pas au retour pur et simple de l'autorité égyptienne telle qu'elle s'était exercée après la conquête réalisée sous Muhammad Ali. C'est désormais l'Angleterre qui est la véritable maîtresse du pays. L'accord de janvier 1899 prévoit ainsi que le gouverneur général est un officier (qui sera toujours de fait un Anglais) choisi par le gouvernement de Londres et nommé officiellement par un décret du khédivé d'Égypte. **La totalité des pouvoirs revient en fait à l'administration anglaise.** Des accords sont conclus avec l'Italie et l'Éthiopie pour fixer les frontières orientales du pays, avec la Belgique, maîtresse de « l'État indépendant du Congo », pour établir ses limites au sud-ouest. À l'ouest, le Darfour, moyennant le paiement d'un tribut, demeure sous l'autorité d'Ali Dinar et préservera son autonomie jusqu'en 1916.

Au sud, les nouveaux maîtres du pays doivent faire face à des révoltes des Azandé, des Dinka, des Nuer et des Nouba. Ils en viennent à bout en mettant en œuvre une répression féroce mais l'insécurité persiste dans ces régions bien au-delà de la première guerre mondiale. **Jouant de l'opposition du nord et du sud du pays, les Anglais autorisent et encouragent les missions chrétiennes à s'installer au sud où l'enseignement en arabe et le prosélytisme musulman sont interdits et où un *Equatorial Corps*, composé uniquement de recrues issues des ethnies locales, est constitué en 1910 pour remplacer les troupes égyptiennes. C'est le début de la *Southern Policy* qui sera développée ultérieurement.**

1898-1905 : Les autorités britanniques font établir par E.A. Wallis Budge, conservateur des antiquités égyptiennes au British Museum, un répertoire de l'ensemble des monuments égyptiens anciens du Soudan où les Anglais créent en 1902 le Service des Antiquités.

1902 : Ordonnance établissant l'administration civile britannique. Création du Gordon College, école secondaire chargée de former les fonctionnaires locaux.

1906 : L'Oriental Institute de Chicago envoie au Soudan une expédition archéologique dirigée par J.H. Breasted.

1908 : Révolte mahdiste dans la Gezira, suivie d'une autre dans le Sennar en 1911 (consécutive au passage de la comète de Halley). Il ne s'agit que de mouvements locaux (d'autres éclateront jusqu'en 1921) qui ne rencontrent que peu d'échos.

1909 : La ligne de chemin de fer dont la construction a été entamée en 1896 à Wadi Halfa atteint Khartoum et Sennar avant de connaître un prolongement vers l'ouest jusqu'à El-Obeid en 1911. Une autre ligne reliera, par Kassala, Sennar à Port Soudan sur la côte de la mer Rouge en 1924.

1910 : Le gouverneur Wingate installe un conseil qui sera l'organe essentiel du gouvernement pendant plus de trente ans.

1913-1935 : Envoyé par l'université de Harvard et le musée de Boston, G.A. Reisner découvre et identifie la civilisation de Kerma, étudie les temples du djebel Barkal et reconstitue l'histoire des

royaumes de Napata et de Méroé. A.J. Arkell prend la suite et étudie plus spécialement la préhistoire ; son successeur, PL. Shinnie, fait éditer *Koush*, première revue du Service des Antiquités soudanaises.

1914 : Les Anglais déposent le khédivé d'Égypte Abbas II et font du pays un protectorat confié jusqu'en 1917 au sultan Hussein Kamel. Les Britanniques s'assurent au Soudan de la loyauté des confréries et le pays reste calme.

23 mai 1916 : Le major Kelly bat Ali Dinar qui s'est allié aux Senoussis de Libye et s'empare d'El-Fasher. Le Darfour devient province soudanaise.

1917 : Lee Stack succède au Soudan à Reginald Wingate, devenu haut-commissaire britannique au Caire.

23 avril 1919 : Déclaration des notables musulmans se désolidarisant des nationalistes égyptiens qui revendiquent le rattachement du Soudan à la future Égypte indépendante, mais des tracts anonymes témoignant d'une position inverse circulent à Khartoum.

1918 : Les jeunes diplômés du Soudan fondent le Graduate's Club, attentif à l'évolution des événements en Égypte et en Inde.

1920 : Envoyé en mission au Caire, Lord Milner conseille le self-government pour l'Égypte et un « développement indépendant » pour le Soudan.

février 1922 : L'Angleterre concède une « indépendance » toute relative à l'Égypte, la question du Soudan étant reportée à des négociations ultérieures.

1922 : Formation d'une société secrète nationaliste, la Ligue de l'union soudanaise.

1922 : La loi « sur les zones fermées » (*Close District Order*) autorise les gouverneurs du sud du pays à interdire la libre circulation entre nord et sud et à se rapprocher de l'Ouganda et du Kenya voisins. Il s'agit, en mettant en œuvre cette *Southern Policy*, de préserver l'autonomie du sud et de faire barrage à la poussée musulmane dans cette direction. Cette politique sera méthodiquement appliquée dans les années trente par le secrétaire civil du Soudan et bras droit du gouverneur général, Sir Harold MacMichael, qui occupera ces fonctions de 1919 à 1934.

10 janvier 1924 : Un accord franco-anglais fixe les frontières du Soudan et du Tchad à hauteur de la ligne de partage des eaux entre le bassin du Nil et celui du Tchad.

juin 1924 : Des manifestations favorables à l'union avec l'Égypte ont lieu à Khartoum, quelques mois après la victoire électorale du parti Wafd, porte-parole du nationalisme égyptien.

19 novembre 1924 : Lee Stack, gouverneur général du Soudan, est assassiné au Caire. Le haut-commissaire britannique, le général Allenby, exige alors le retrait de toutes les troupes égyptiennes du Soudan et annonce que ce pays développera librement ses zones d'irrigation, ce qui pouvait porter atteinte aux intérêts égyptiens.

27 novembre 1924 : La rébellion d'un bataillon soudanais est écrasée à Khartoum.

janvier 1925 : Arrivée à Khartoum de Sir Geoffrey Archer, successeur de Lee Stack. Il est rappelé dès juillet 1926 en raison de sa méconnaissance du pays où les militaires mettent alors en œuvre une politique de « gouvernement indirect » dont les principaux aspects sont la déségyptianisation du nord, la désislamisation du sud et le recours aux élites locales traditionnelles.

1926-1934 : John Maffay occupe le poste de gouverneur général. Il élargit le fossé entre le Soudan et l'Égypte et limite le développement de l'enseignement moderne au profit des indigènes

pour favoriser les écoles coraniques et les écoles chrétiennes dans le sud.

1926 : Lancement de la mise en valeur de la Gezira où sont développées l'irrigation et la culture du coton mais ces efforts sont compromis par les effets de la crise mondiale du début des années trente. L'investissement privé demeure cependant à peu près inexistant et les ressources limitées de l'administration coloniale font que le pays demeure largement sous-développé. C'est durant cette période en revanche que l'administration britannique parvient à mettre un terme (momentané) à la pratique de l'esclavage.

1935 : Le déclenchement de la guerre d'Éthiopie (qui aboutit à l'annexion du pays par l'Italie le 5 mai 1936) inquiète les autorités anglaises de Khartoum au moment où le nationalisme formulé par les jeunes générations éduquées met en cause la *native administration* (l'administration indigène) cherchant à s'appuyer sur les notables traditionnels.

1936 : Mort en Égypte du roi Fouad, qui avait accédé au sultanat en 1917. Le jeune roi Farouk lui succède et règnera jusqu'en 1952.

26 août 1936 : **Le traité conclu entre l'Angleterre et l'Égypte précisant les conditions de l'indépendance de ce dernier pays maintient le condominium anglo-égyptien sur le Soudan établi en 1899.** Les nationalistes soudanais, pro ou anti-égyptiens sont tous déçus et s'indignent que le Soudan n'ait pas été consulté.

1937 : Des ordonnances sur le gouvernement local reviennent sur la politique « indigéniste » antérieure et un plan de développement de l'enseignement secondaire montre que les Anglais ne s'opposent plus à la formation d'une élite indigène cultivée. Des écoles techniques sont créées à la fin des années trente

février 1937 : Création du Congrès des diplômés.

été 1940 : Le duc d'Aoste, vice-roi de l'Afrique orientale italienne, s'empare de Kassala et de diverses villes de l'est soudanais mais se garde de pousser plus avant pour s'attaquer à Khartoum. Dès 1941, les forces anglo-françaises font sauter le verrou de Keren et une armée anglaise venue du Kenya s'empare d'Addis Abeba. Les dernières forces italiennes d'Éthiopie cesseront le combat le 27 novembre, ce qui écartera tout danger pour le Soudan.

avril 1942 : Les représentants du Congrès des diplômés rédigent un memorandum présentant diverses revendications. Ils réclament le *self-government* et « *le droit à l'autodétermination du Soudan après la guerre en même temps que la liberté d'expression et le droit des Soudanais à préciser par traité leurs droits naturels vis-à-vis de l'Égypte...* »

septembre 1942 : Le secrétaire civil du gouvernement général, Douglas Newbold, présente le projet d'un Conseil consultatif pour le nord du Soudan, ce qui est approuvé en mars 1943. Une ordonnance sur le gouvernement local crée alors des conseils consultatifs provinciaux dont la moitié des membres devaient être élus. Le Conseil consultatif du Nord Soudan est officiellement institué en août 1943 et peut voter des recommandations.

1944 : Création du Parti unioniste, favorable à une union du Soudan et de l'Égypte et du Parti national favorable à l'indépendance totale du Soudan mais ce dernier sera absorbé par le parti Umma fondé en 1945 et issu du courant mahdiste.

1946 : Formation du Parti communiste soudanais, sous le nom de Mouvement soudanais de libération nationale. Apparition la même année au Soudan des Frères musulmans qui demeurent étroitement liés à l'organisation égyptienne fondée en 1927 par Hassan al-Banna. D'abord alliés au parti Umma au lendemain de l'indépendance, ils seront interdits et pourchassés sous le régime de Nimeiri, qui se rapprochera d'eux à partir de 1977 et s'appuiera même sur eux quand il entendra restaurer la charia avec les lois de septembre 1983. Ils auront, en la personne de Hassan al-Turabi, un leader charismatique.

1946-1951 : Mise en œuvre du programme de développement relayé par un second de 1951 à 1956. Ils permettent le progrès de l'irrigation et un début de mécanisation agricole mais négligent le développement industriel.

octobre 1946 : Les accords anglo-égyptiens (Bevin-Sidqi Pacha) reconnaissent le droit au Soudan de choisir son futur statut. Le traité mécontente tout le monde et ne sera ratifié ni à Londres ni au Caire où le nouveau premier ministre égyptien Nuqrachi Pacha menace de porter la question devant l'ONU.

juin 1947 : Lors d'une conférence réunie à Juba, le secrétaire civil James Robertson annonce la fin de la *Southern Policy* qui visait à isoler le sud du nord.

octobre 1947 : Le nouveau gouverneur général Robert Howe (1947-1955) fait savoir aux gouverneurs de provinces que la Grande-Bretagne va jouer l'autonomie du Soudan contre l'Égypte.

novembre 1948 : Les élections à l'Assemblée législative prévue par la loi du 19 juin précédent donnent une large majorité aux partisans de l'indépendance, les tenants de l'union avec l'Égypte ayant appelé à boycotter le scrutin.

mars 1950 : L'Égypte décide d'abroger unilatéralement les traités conclus en 1899 et 1936 avec la Grande-Bretagne et le roi Farouk proclame même, en octobre 1951, sa royauté sur les deux pays, ce qui suscite l'hostilité des Soudanais qui n'ont pas été consultés.

1950 : Création de la Sudan Worker's Trade Union Federation, dominée par les communistes.

avril 1952 : Adoption d'un projet de constitution par l'Assemblée soudanaise. Échec en juin des négociations avec le cabinet égyptien qui voudrait voir reconnue la souveraineté au moins formelle de l'Égypte sur le Soudan.

12 octobre 1952 : Le général Naguib qui, avec l'appui des « officiers libres », a pris le pouvoir au Caire le 23 juillet s'entend avec les nationalistes soudanais. Une période transitoire d'autonomie est prévue, pendant laquelle une commission internationale comprenant le gouverneur général, un autre Anglais, deux Soudanais élus par le Parlement, un Égyptien et un étranger, préparerait des élections générales à l'issue desquelles le Soudan choisirait librement son destin.

12 février 1953 : L'Angleterre et l'Égypte s'accordent pour accepter la solution prévue par les négociateurs égyptiens et soudanais.

novembre-décembre 1953 : Les élections donnent la victoire au National Unionist Party et voient la défaite de l'Umma mais il s'agit surtout d'un vote contre les mahdistes suspectés de vouloir rétablir le califat et contre une monarchie qui demeurerait sous l'influence anglaise plutôt que d'un ralliement à la nouvelle Égypte de Naguib. La mise à l'écart de ce dernier dès l'année suivante par Nasser et l'orientation nationaliste laïque du nouveau régime vont de toute manière écarter les Soudanais de l'Égypte car Naguib, qui était en partie d'origine soudanaise était très populaire à Khartoum.

16 août 1955 : Le Parlement unanime exige l'indépendance immédiate et l'évacuation des troupes anglaises et décide le 29 un plébiscite sur la question de l'indépendance.

17 décembre 1955 : Le dernier gouverneur général britannique, Sir Knox Helm, quitte Khartoum.

19 décembre 1955 : Le Parlement vote l'indépendance du Soudan sans recourir à un plébiscite devenu inutile. Le 31 décembre, une constitution provisoire est adoptée.

1er janvier 1956 : Le Soudan devient officiellement indépendant.

Un demi-siècle d'indépendance (1956-2017)

L'indépendance du Soudan a vu la confirmation de l'adoption d'un régime parlementaire préparé en accord avec la puissance colonisatrice mais celui-ci ne va durer que deux ans, jusqu'au coup d'État militaire de novembre 1958. Au lendemain de l'indépendance, les frères ennemis de l'Umma (parti issu du mouvement mahdiste) et de la Khatmiya (qui a donné naissance au Parti démocratique populaire créé en 1957) se sont rapprochés en raison de leur commune hostilité au Parti national unioniste du Premier ministre Ismaïl al-Azhari. Quand celui-ci est contraint de démissionner, un gouvernement de coalition est constitué sous la direction d'Abdallah Khalil, le leader du parti Umma. Il fait adhérer le Soudan à l'Organisation des Nations Unies et à la Ligue arabe mais les deux partis de la coalition entrent rapidement en conflit, d'autant que la mévente du coton entraînait de lourdes difficultés financières. Les élections de 1958 ne permettent pas de dégager une majorité suffisante en faveur d'un parti. C'est alors que le Premier ministre Abdallah Khalil s'appuie sur l'armée pour organiser un coup d'État.

17 novembre 1958 : Coup d'État militaire du général Ibrahim Abboud. Après de bons débuts, marqués par le lancement de grands travaux d'aménagement réalisés avec l'aide étrangère, le régime militaire se coupe de la société soudanaise en raison des soupçons de corruption largement fondés qui pèsent sur lui.

février 1964 : Expulsion des missionnaires qui avaient de fait participé dans le sud à la mise en œuvre de la *Southern Policy* de l'époque coloniale.

21 octobre 1964 : Émeute à l'université de Khartoum. Le général Abboud remet le pouvoir à un comité de salut public. Le gouvernement provisoire qui est alors formé rétablit la liberté de la presse et proclame l'amnistie pour les rebelles du Sud.

1964 : Formation de la Sudan African National Union qui entend sensibiliser l'opinion mondiale à la question du Sud Soudan où, depuis 1962, la guérilla du mouvement anyanya a entamé la lutte en harcelant des postes frontières et en attaquant même la ville de Wau en janvier 1964.

16 mars 1965 : Conférence réunissant les partis du nord et du sud à Khartoum. Elle prévoit l'autonomie régionale pour le sud du Soudan.

Les débats relatifs à la constitution (présidentielle ou parlementaire) s'enlisent rapidement et il en va de même de la place qu'il convient d'accorder à l'islam dans la législation.

novembre 1965 : Interdiction du Parti communiste et invalidation de ses 11 élus à l'Assemblée.

7 janvier 1968 : Le gouvernement de Muhammad Ahmed Mahjub dissout l'Assemblée. Les élections d'avril ne permettent pas de sortir de la crise alors que la lutte avec la rébellion anyanya se développe dans le sud.

25 mai 1969 : Le colonel Jaffar Muhammad Nimeiri prend le pouvoir sans que le coup de force suscite la moindre réaction tant était grand le discrédit d'une Assemblée constituante dont tout le monde s'accordait à reconnaître l'impuissance. C'est une nouvelle génération d'officiers – qui s'inspire du modèle nassérien – qui s'empare alors de l'État et met à la retraite la haute hiérarchie militaire jusque-là en place. Appuyé par le parti communiste interdit, Nimeiri veut constituer, contre les partis traditionnels, une « Union socialiste soudanaise » inspirée du modèle du parti unique nassérien de l'Égypte voisine. Le pays prend le nom de République démocratique du Soudan et des nationalisations sont décidées. Un ministère des Affaires du Sud est constitué. En politique étrangère, le nouveau régime se rapproche du bloc de l'est en reconnaissant la

République démocratique allemande et soutient la cause arabe en Palestine en même temps qu'il se solidarise avec Nasser et avec la révolution réalisée à Tripoli par Kadhafi en septembre 1969.

mars 1970 : Une tentative de rébellion mahdiste contre le nouveau pouvoir est brisée.

novembre 1970 : Le Soudanais Nimeiri, l'Égyptien Sadate et le Libyen Kadhafi décident d'unir leurs trois pays en un État fédéral mais cette nouvelle version de la République arabe unie égypto-syrienne avortée en 1961 après trois ans d'existence n'aura pas plus de succès.

25 janvier 1971 : Idi Amin Dada renverse Milton Oboté et prend le pouvoir à Kampala, dans l'Ouganda voisin. Il entend aider les rebelles du Sud Soudan et Israël leur apporte alors un soutien précieux pour prendre à revers le « bloc arabe » que semblait devoir renforcer le coup d'État de Nimeiri.

19 juillet 1971 : **Tentative de coup d'État communiste contre Nimeiri.** Les communistes dont le parti était interdit et qui se voyaient persécutés en Égypte étaient évidemment hostiles à « l'union » soudano-égyptienne. Le coup de force est un échec total car un soulèvement populaire exige au bout de trois jours le retour de Nimeiri. Quatorze responsables communistes sont exécutés à l'issue de cette tentative à la suite de laquelle le régime se rapproche des pays occidentaux.

octobre 1971 : Nimeiri est élu président du Soudan à une majorité écrasante en apparaissant comme celui qui a sauvé le pays du communisme athée.

mars 1972 : Signature des accords d'Addis Abeba entre le gouvernement soudanais et les rebelles sudistes. Une large autonomie régionale est accordée aux trois provinces du sud. Ce compromis permettra, tant bien que mal, le maintien de la paix jusqu'en 1983.

janvier 1973 : Une loi revient sur les nationalisations effectuées au début du régime et d'autres favorisent les investissements étrangers. Nimeiri compte alors sur les pétrodollars arabes pour financer le développement du pays et notamment l'aménagement du sud, présenté comme un grenier potentiel pour le monde arabe.

juillet 1977 : La conférence réunie à Port Soudan avec les représentants de l'opposition regroupés au sein du Front national aboutit à la « réconciliation nationale » encouragée par l'Arabie saoudite et les États-Unis soucieux de la stabilité du Soudan au moment où l'Éthiopie, alliée traditionnelle des Occidentaux à l'époque du Négus, avait basculé en 1974 dans la révolution et se tournait désormais, avec le régime marxiste de Mengistu Haïlé Mariam, vers le bloc communiste.

1978 : Le Soudan soutient les accords de Camp David sur le rétablissement de la paix entre l'Égypte et Israël mais l'opposition – représentée par Sadiq al-Mahdi, le leader de l'Umma – dénonce ce soutien.

décembre 1979 : L'ambassadeur soudanais au Caire est rappelé avant l'arrivée de celui d'Israël dans la capitale égyptienne.

mars 1980 : Nimeiri condamne le projet de Sadate d'offrir une partie des eaux du Nil à Israël pour irriguer le désert du Neguev. Les relations avec la Libye se détériorent également.

octobre 1982 : Signature d'une charte égypto-soudanaise prévoyant une coopération étroite entre les deux pays. Elle est encouragée par les USA au moment où Libye, Éthiopie, Yémen du Sud et URSS constituent un bloc hostile au camp occidental au nord-est de l'Afrique.

septembre 1983 : **Nimeiri décide le rétablissement de la charia islamique** et l'instauration de la loi martiale en avril 1984. Face aux difficultés économiques, au mécontentement grandissant et à la persistance de l'opposition sudiste, le régime pratique une fuite en avant autoritaire. La décision de raffiner à Port Soudan le pétrole découvert dans le sud (en fait il sera exporté brut,

faute de moyens pour investir dans ce projet) et l'aménagement du canal de Jonglei – dont les habitants du sud jugent qu'il compromet leur économie pastorale – entraînent **la réapparition de la rébellion sudiste**, organisée au sein du Front de libération du peuple soudanais (SPLF) et de l'Armée de libération du peuple soudanais (SPLA). Les sudistes comprennent en effet que la priorité est donnée aux intérêts du nord du pays.

janvier 1985 : La pendaison pour « apostasie » du leader d'un parti républicain suscite la réprobation en Égypte et aux États-Unis. Nimeiri n'en persiste pas moins à vouloir faire du Soudan un État islamique et certains le soupçonnent même de vouloir se proclamer imam.

10 mars 1985 : Nimeiri fait arrêter deux cents Frères musulmans (dont Hassan al-Turabi) suspectés de comploter contre le régime.

6 avril 1985 : **Alors qu'il se trouve en voyage aux États-Unis, Nimeiri est déposé par un coup d'État militaire dirigé par le commandant en chef de l'armée**, le général Suwar al-Dhahab. Un cabinet civil de quinze membres relevant d'un Conseil militaire transitoire est constitué en avril pour préparer les élections prévues en 1986. L'Union socialiste soudanaise de Nimeiri est dissoute et des mesures d'apaisement sont prises dans le sud. Le parti communiste est de nouveau autorisé. En août, le nouveau régime fait savoir que le Soudan ne participera pas aux manœuvres prévues avec les forces américaines. Le nouveau pouvoir doit faire face à une famine de grande ampleur dans le nord du pays et à une intensification de la rébellion au sud, ce qui le conduit à armer des milices tribales musulmanes dans le sud du Kordofan et du Darfour.

avril 1986 : Les élections donnent une large majorité aux partis islamistes, l'Umma et le Front national islamique d'Hassan al-Turabi. Le 25 avril, un gouvernement est constitué par Sadiq al-Mahdi, qui rencontre le leader sudiste John Garang à Addis-Abeba, mais la lutte reprend au sud.

mars 1987 : Massacre d'un millier de civils Dinka par les milices musulmanes au sud du Darfour. Un massacre analogue est perpétré par l'armée à Wau en juillet.

juin 1987-mai 1988 : Sadiq al-Mahdi remanie son gouvernement alors que la guerre s'intensifie dans le sud où les Soudanais perdent en novembre 1987 la ville de Kurmuk, à 640 km au sud de Khartoum, avant de la reprendre un mois plus tard.

mai 1988 : Sadiq al-Mahdi forme un nouveau ministère dans lequel il fait entrer les Frères musulmans du Front national islamique de Hassan al-Turabi. Il faut faire face alors à des inondations catastrophiques et à une situation économique et financière toujours aussi mauvaise, alors que la guerre dans le sud faisait, au cours de l'année, plus de 250 000 victimes.

mars 1989 : Formation d'un nouveau cabinet dont le Front national islamique est écarté. Une trêve est acceptée avec les rebelles sudistes qui prennent Bor en avril. Au cours du même mois, une délégation parlementaire américaine pénètre dans les zones tenues par les rebelles du sud et y rencontre leur chef, John Garang.

avril 1989 : Prise de Bor, l'une des principales villes du sud, par le SPLA.

30 juin 1989 : **Coup d'État conduit par le général Omar Hassan Ahmad al-Bashir**. Il débouche le 9 juillet sur la formation d'un gouvernement de tendance islamiste qui écarte toute perspective de compromis d'entente nationale avec la rébellion sudiste.

1990-1991 : Le Soudan refuse de s'associer à la coalition formée contre l'Irak après l'invasion du Koweït.

1991 : Mise en application d'un code islamique rigoureux. Un « Conseil des Quarante » présidé par Hassan al-Turabi inspire la politique du gouvernement.

1991 : Chute en Éthiopie du régime de Mengistu qui soutenait les rebelles soudanais. Ceux-ci se divisent selon leurs origines ethniques. Nuer et Shilluk reprochent en effet au Dinka John Garang de favoriser les siens. Le soutien du président ougandais Museveni vient cependant faciliter la tâche des rebelles. Il apparaît en tout cas évident qu'aucune victoire militaire n'est possible. Les rebelles ne peuvent s'emparer durablement des grandes villes telles que Juba et Malakal et, à l'inverse, ils contrôlent complètement les campagnes durant la saison des pluies, période pendant laquelle l'armée nordiste se trouve paralysée, faute de voies de communication praticables.

10 février 1993 : Visite du pape à Khartoum.

1993 : Washington place le Soudan sur la liste des pays « commanditaires du terrorisme ».

février 1994 : Le pouvoir nordiste lance une offensive d'envergure contre les rebelles.

août 1994 : Le régime soudanais livre à la France le terroriste Ilitch Ramirez Sanchez, plus connu sous le nom de Carlos, qui était réfugié à Khartoum depuis 1991.

26 juin 1995 : Attentat manqué contre le président égyptien Moubarak en visite à Addis Abeba. L'intéressé met en cause le régime soudanais.

juin 1995 : Conférence à Asmara, en Erythrée, de l'Alliance démocratique nationale créée après le coup d'État de juin 1989 et rassemblant tous les opposants au régime islamiste.

1997 : Le gouvernement soudanais parvient à diviser la rébellion en concluant un accord séparé avec l'un de ses chefs, installé dans la région de Bentiu – à proximité du confluent du Bahr el-Ghazal et du Bahr el-Arab – qui est la principale zone productrice de pétrole du sud du pays.

15 juillet 1998 : Les rebelles du sud acceptent une trêve permettant le déploiement de l'aide internationale auprès des populations menacées de famine.

21 août 1998 : En représailles aux attentats terroristes perpétrés contre les ambassades américaines de Nairobi (Kenya) et de Dar es-Salam (Tanzanie), le gouvernement américain fait bombarder une usine pharmaceutique de Khartoum en prétextant qu'elle fabriquerait des armes chimiques.

août 1999 : Le Soudan devient officiellement exportateur de pétrole. Mise en œuvre du Greater Nile Oil Project, en partenariat avec des intérêts malaisiens, chinois et canadiens. Un oléoduc de 1 610 km transporte le pétrole extrait dans le centre du pays jusqu'au terminal de Bechar au sud de Port Soudan, sur la mer Rouge.

1999 : Le général Al-Bashir dissout l'Assemblée et entre en lutte avec Hassan al-Tourabi, qui était auparavant son « éminence grise » ; ce dernier est emprisonné puis placé en résidence surveillée avant d'être libéré en octobre 2003. L'homme fort du pays, le général Al-Bashir est réélu président le 29 décembre 2000 avec 86,5 % des suffrages.

juin 2000 : Des antennes du FBI et de la CIA sont installées à Khartoum pour y collaborer avec les autorités soudanaises dans la lutte contre le terrorisme. L'administration Bush nomme en 2001 un envoyé spécial, l'ancien sénateur John Danforth, pour contribuer à la résolution du problème de la dissidence sudiste.

septembre 2001 : Les dirigeants soudanais parviennent à rompre leur isolement diplomatique en affirmant se rallier à la coalition antiterroriste mise en place après les attentats de New York et de Washington. L'exportation de 240 000 barils de pétrole par jour et l'évaluation à un milliard de barils des réserves soudanaises ne peuvent que faciliter le rapprochement avec les Etats-Unis.

juillet 2002 : Accord de Nairobi sur la question sudiste mais la lutte y continue, d'autant que les zones de combat sont prometteuses en ressources pétrolières.

Les bonnes dispositions du FMI, qui a consenti à un rééchelonnement de la dette soudanaise et les ressources attendues de la manne pétrolière permettent d'espérer une amélioration de la situation du pays mais celle-ci dépendra pour l'essentiel de la solution qui sera apportée à la question toujours posée de la rébellion sudiste, compliquée par une autre dissidence armée au Darfour.

15 décembre 2002 : Accord de Machakos, au Kenya. Le gouvernement de Khartoum et les rebelles concluent un cessez-le-feu pour la durée des négociations de paix qui doivent s'ouvrir.

décembre 2003 : Conférence de Navaisha, au Kenya, qui réunit John Garang et le vice-président soudanais Ali Osman Taha. Un compromis prévoyant une période transitoire de six ans et, à l'issue, un référendum d'autodétermination du sud a été adopté mais si le régime du général Al-Bashir a apaisé ses opposants, ceux-ci contestent un accord qui n'a pas fait l'objet d'une discussion avec toutes les forces politiques soudanaises et qu'ils soupçonnent d'avoir été précipité par les pressions américaines.

9 juillet 2011 : Proclamation de l'indépendance du Soudan du sud. Elle met un terme à un demi-siècle de guerre civile entre les deux régions. Le Soudan de Khartoum perd un tiers de son territoire, un quart de sa population et trois quarts de ses réserves pétrolières, situées en majorité dans le nouvel Etat du Soudan du sud. En revanche, l'essentiel des capacités de raffinage et le port exportateur de l'or noir se trouvant au nord, les deux pays vont devoir établir des compromis nécessaires pour profiter tous deux de la manne pétrolière. Dans l'immédiat, c'est l'hostilité qui prévaut entre Khartoum et Juba, la capitale du nouvel Etat, la dispute portant principalement sur le contrôle des régions du Kordofan du sud et du Nil bleu. Le Soudan de Khartoum est entré rapidement en récession du fait de la perte d'une partie importante de ses revenus pétroliers. Le conflit engagé au Darfour se poursuit, ce qui vaut au président Omar al-Bashir d'être visé par un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale, qui l'accuse de génocide et de crimes contre l'Humanité à propos du conflit du Darfour. Des sanctions économiques américaines n'arrangent pas les choses et compromettent le retour de la croissance, au moment où la sécession du sud rend prudents les investisseurs étrangers, réticents à intervenir dans un pays marqué par l'autoritarisme (le Soudan est alors classé 170ème sur 179 pays par Reporters sans frontières en matière de liberté de la presse).

A certains égards, le Soudan du sud nouvellement indépendant semble disposer d'atouts solides (la majeure partie des ressources pétrolières, les eaux du Nil blanc et les capacités agricoles qu'elles engendrent). Les richesses du sous-sol en fer, cuivre, zinc, tungstène, argent et or sont également une chance pour ce jeune pays. Les différends avec Khartoum à propos des redevances dues pour le transit du pétrole par le nord constituent en revanche une faiblesse qui compromet les ressources du jeune Etat. Le sous-développement, la faiblesse des institutions, le sous équipement en infrastructures, notamment routières, entretient les fragilités économiques.

Septembre 2013 : Le doublement du prix du carburant engendre de violentes manifestations, rudement réprimées par le président Omar al-Bashir. Celui-ci a retrouvé des marges de manœuvre à la faveur de la guerre civile qui a éclaté dès décembre 2013 au Soudan du sud. Une croissance satisfaisante en 2014 (3 %) a même permis de rétablir une paix sociale un temps compromise. .

La guerre civile qui a éclaté au sud et a vu le président du Soudan du nord soutenir initialement son homologue sudiste Salva Kiir, a permis d'écarter les menaces sécessionnistes initialement soutenues par le sud dans les régions du Nil bleu, du Kordofan et du Darfour.

En décembre 2015, la Cour pénale internationale a suspendu son enquête relative aux « crimes contre l'humanité » dont était accusé Omar al-Bashir. A l'extérieur, Khartoum s'est éloigné de son allié iranien et s'est rapproché de l'Arabie saoudite, des émirats du Golfe et de l'Egypte, ralliant ainsi l'axe sunnite arabe dans la confrontation qui l'oppose à l'Iran chi'ite.

Dès décembre 2013, le Soudan du sud s'est retrouvé plongé dans la guerre civile entre partisans du président Salva Kiir et ceux de l'ex-vice président Riek Machar. Ces combats, qui ont avant

tout une dimension ethnique ont fait plusieurs dizaines de milliers de morts. Les cessez le feu intervenus au moment de la saison des pluies, quand la guerre est de fait paralysée, ont surtout permis à chacun des camps en présence de se renforcer en vue de nouvelles offensives. Les rebelles contrôlent un territoire adossé au Soudan et à l’Ethiopie et l’enjeu de la lutte réside surtout dans le contrôle des ressources pétrolières des Etats de l’Unité et du Haut Nil, indispensables au pouvoir établi à Juba.

Avril 2015 : Lors des élections présidentielles, Omar al-Bashir est réélu avec 94,5 % des voix, à l’issue d’une consultation boycottée par les oppositions... Le président ainsi réélu demeure isolé sur la scène internationale et se voit même reprocher de soutenir les milices islamistes libyennes. Il soutient également l’engagement des Saoudiens au Yémen contre la rébellion houthiste shi’ite. Demeuré à la tête du pays depuis qu’il a accédé au pouvoir en 1989, Omar al-Bashir n’est pas parvenu à apaiser les conflits internes qui affectent le Soudan dans les provinces du Kordofan du sud, du Nil bleu et du Darfour. Dans un contexte économique difficile, le pays ayant perdu, du fait de la sécession du sud, 80 % de ses revenus pétroliers.

Dans le même temps, l’année 2015 a vu l’aggravation de la situation au Soudan du sud. Malgré un accord de paix conclu le 26 août entre les deux adversaires qui s’affrontent depuis le déclenchement de la guerre civile en décembre 2013. Massacres et déplacements de populations sont le lot de provinces entières, 2,5 millions de Sud-Soudanais ayant du quitter leur foyer depuis le déclenchement du conflit, alors que 4 millions sont menacés par la famine. La lutte se déroule surtout pour le contrôle de Malakal, la deuxième ville du pays, dans l’Etat du Nil supérieur. L’économie connaît pour sa part un naufrage généralisé, du fait de l’insécurité et d’une balance commerciale largement déficitaire au profit du Kenya et de l’Ouganda voisins. La chute des cours du pétrole, principale source de revenus du jeune Etat n’arrange pas les choses.

Janvier 2016 : Omar al-Bashir rompt ses relations diplomatiques avec l’Iran pour confirmer son adhésion à l’axe sunnite dominé par l’Arabie saoudite dont l’aide économique et financière est vitale pour son pays. L’état de guerre chronique pèse très lourd sur les finances du pays, qui a perdu d’importantes ressources lors de la sécession du sud (76 % des dépenses de l’Etat sont consacrés à la Défense, contre 4 % à l’éducation et à la santé).

Au sud, la guerre civile ne s’est apaisée que pour très peu de temps et la lutte a repris en juillet 2016, après la rupture du gouvernement de coalition établi à Juba et ayant réuni un temps les deux adversaires, Salva Kiir et Riek Machar. Un million de réfugiés ont rejoint les pays voisins et un tiers de la population est menacé de famine, alors que les 15 000 casques bleus de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud sont bien incapables de remédier à cette situation..

L’économie du pays apparaît largement ruinée. De l’été 2015 à l’été 2016, l’inflation a atteint 730 % alors que la livre sud soudanaise perdait les trois quarts de sa valeur face au dollar au cours des neuf premiers mois de 2016. La production de pétrole est trois fois inférieure à ce qu’elle était au moment de l’indépendance, ce qui réduit d’autant les ressources du gouvernement.

Le bilan de la guerre civile reste particulièrement lourd (4 millions de personnes déplacées et plus de 300 000 morts). Elle oppose, pour l’essentiel les Dinkas, rassemblés derrière le président Salva Kiir, aux Nuer qui soutiennent Riek Machar.

Dans ces conditions, la question de la viabilité du Sud-Soudan paraît posée, d’autant que viennent s’ajouter à l’affrontement entre Dinka et Nuer les revendications d’autres minorités telles que les Shilluks et les Kakwas. Malgré des atouts évidents, le développement du pays semble très compromis, dans une région marquée par de nombreuses menaces de déstabilisation.

Copyright Clio 2021 - Tous droits réservés